

Burundi / Elections : l'ONU dénonce une spirale d'intolérance politique

Arrib News, 14/05/2020 – Source Agence Anadolu – « La Commission a notamment souligné le rétrécissement de l'espace démocratique et les nombreuses violations des libertés publiques », souligne-t-elle, évoquant des limitations des libertés d'information, d'association et de réunion pacifique. La Commission s'enquerra de l'ONU sur un accroissement de l'intolérance politique et de nombreux actes de violence et de violation des droits de l'homme, lit dans un communiqué de presse rendu public jeudi et dont l'Agence Anadolu a eu copie.

« Les affrontements entre les membres des deux principaux partis politiques - le Conseil national pour la défense de la démocratie-Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD), au pouvoir, et le Congrès national pour la liberté (CNL) se multiplient et de nombreux blessés et des morts sont à déplorer », relève cette commission qui évoque aussi des propos haineux et une incitation à la violence contre des opposants politiques. Selon cette Commission, un grand nombre de femmes et d'hommes membres du CNL, y compris des candidats aux élections législatives et communales, ont été arrêtés et détenus. De leur côté, dénonce-t-elle, les proches du parti au pouvoir continuent de bénéficier d'une impunité quasi totale pour leurs agissements, y compris lorsqu'ils sont responsables d'actes violents. Or, rappelle-t-elle depuis plusieurs mois, sur la base de nombreux facteurs de risque analysés, la Commission a pourtant alerté les autorités burundaises et la communauté internationale sur les risques d'une telle aggravation de l'intolérance et de violence politique à l'approche des élections. « La Commission a notamment souligné le rétrécissement de l'espace démocratique et les nombreuses violations des libertés publiques », souligne-t-elle, évoquant des limitations des libertés d'information, d'association et de réunion pacifique. Dans ce rapport, la Commission, le manque d'indépendance et d'impartialité de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), officiellement garante du bon déroulement des élections, est de plus en plus préoccupant. La Commission onusienne évoque notamment des irrégularités relevées dans la distribution des cartes d'électeurs et l'absence d'affichage des listes définitives d'électeurs. « Le système judiciaire, l'absence d'observateurs électoraux indépendants et l'absence de confiance dans la Cour constitutionnelle exacerbent la méfiance et les doutes des opposants, de la population quant à la possibilité de fraude électorale », s'inquiète-t-elle. Ainsi, la Commission réitère son appel au Gouvernement du Burundi à enrayer immédiatement cette spirale de violence en prenant les mesures nécessaires pour rétablir la confiance de tous les Burundais dans la crédibilité du processus politique en cours. Cela ne peut être possible, selon elle, que par la fin de l'impunité dont bénéficient les auteurs de violations des droits de l'homme, notamment certains proches du parti au pouvoir avec un haut niveau de responsabilité, des jeunes du parti au pouvoir et des administratifs locaux. Pour la commission onusienne, le scrutin du 20 mai 2020 ne pourra ouvrir une nouvelle ère de stabilité au Burundi que « s'il est géré de manière pacifique et sécurisée, en toute transparence et indépendance, et ce, afin que les résultats puissent être considérés comme crédibles et acceptés de tous », prévient-elle, appelant la communauté internationale à rester vigilante à la situation des droits de l'homme dans le contexte électoral au Burundi. Lancée le 27 avril, la campagne électorale pour le triple scrutin (présidentielle, législative et communale) du 20 mai prend fin ce dimanche 17 mai.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});